



ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

LETTRE D'INFORMATION – Mardi 13 janvier 2009

Agenda

Lundi 19 janvier

-15h : **Michel ZINK**, membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres : « *Le Collège de France* ».

Lundi 26 janvier

-15h : **André VAUCHEZ**, membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres : « *L'Université mé-diévale vue d'aujourd'hui* ».

Lundi 2 février

-13h : Réunion de la section Économie politique, statistique et finances, salon Dupont-Sommer.

-15h : **Bertrand COLLOMB**, membre de l'Académie : « *Les Grandes Écoles et l'excellence scientifique* ».

Lundi 9 février

-15h : **Jean-Miguel GARRIGUES** O.P., théologien : « *La théologie et l'Université française* ».

Lundi 2 mars

-Réunion de la section Économie politique, statistique et finances.

-15h : Séance à huis clos pour les membres de l'Académie.

Lundi 9 mars

-15h : Installation de **Dora BAKOYANNIS** comme membre associé étranger, Coupole.

Lundi 16 mars

-15h : **Antoine COMPAGNON**, professeur au Collège de France : « *Les enseignements du modèle universitaire américain pour la France* ».

Lundi 23 mars

-15h : **Michel PÉBEREAU**, membre de l'Académie : « *Notice sur la vie et les travaux de Pierre Tabatoni* », Grande Salle des Séances.

Lundi 30 mars

15h : **Michel GRAS**, directeur de l'École française de Rome : « *La France et les humanités classiques* ».

Séance du lundi 12 janvier

Le début de la première séance de l'année 2009 a été marqué par le changement de président de l'Académie. **François Terré** a cédé la place à **Jean-Claude Casanova** qui a lui-même appelé à la tribune **Jean Mesnard**, élu vice-président le 15 décembre 2008.

Le nouveau président a exposé ses vues sur le déroulement de l'année académique 2009, qu'il a choisi de consacrer principalement à une réflexion sur le thème « Université, science et recherche dans la France d'aujourd'hui ». Ce sujet sera abordé sous quatre angles différents, celui de la perspective historique, celui des institutions et des organismes, celui des disciplines et celui de la gouvernance des universités.

Claude Allègre, membre de l'Académie des sciences, ancien ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche, a fait une communication sur « le rôle du ministre de l'Enseignement supérieur ». Il a ensuite répondu aux questions que lui ont posées **Thierry de Montbrial**, **Bertrand Collomb**, **Jean-Robert Pitte**, **Alain Plantey**, **Marcel Boiteux**, **Roland Drago**, **Gérald Antoine**, **Pierre Bauchet**, **Christian Poncelet**, **Michel Pébereau** et **Jean-Claude Casanova**.



La démocratie face au défi du siècle

À l'occasion de sa réception comme membre correspondant de l'Académie d'Athènes, le 6 février 2007, **Alain Plantey** a prononcé un discours intitulé « La démocratie face au défi du siècle ». Ce discours, dont on lira ci-après quelques extraits, vient d'être publié, en grec et en français, sous la forme d'une plaquette éditée par l'Académie d'Athènes.

« Tous les pays contemporains connaissent l'accroissement incessant des réglementations et les charges financières: on ajoute toujours des structures et des tâches et on n'en enlève jamais. Ainsi la civilisation actuelle se caractérise par une accumulation de règles, d'usages, de pratiques qui atteignent tous les métiers: justice, enseignement, médecine etc. Dans ce système qui se développe sans arrêt, l'appareil d'État devient de plus en plus complexe et coûteux et de moins en moins rentable. Cette pratique du pouvoir d'État n'est pas adaptée à la civilisation moderne. [...] »

Le monde actuel est en cours de révolution technique. La télématique et la cybernétique bouleversent les transmissions, les conditions de travail et la constitution des documentations et leur utilisation. L'État traditionnel est prisonnier du progrès. Les biens, les fonds les idées traversent les frontières et périssent l'État classique. Tout s'internationalise, les brevets, les droits d'auteurs, les informations, les circuits, etc. [...] L'État européen doit composer avec tous ces éléments qui tendent en réalité à dépasser son pouvoir et à l'affaiblir. Les concours destinées à garantir la qualité d'égalité des candidats à des fonctions publiques sont trop souvent remplacés par des modes d'accès direct soumis à toutes les influences. La Communauté européenne, en ouvrant les portes du service public à la libre compétition, travaille contre le système traditionnel de l'autorité souveraine alors que, en réalité, les règles qu'elle impose ne sont pas des éléments du droit classique mais d'une négociation constante avec ses règles et ses usages entre les partenaires diplomatiques: aujourd'hui 27 États. Le danger de ce glissement réside dans l'absence d'autorité capable d'assumer des responsabilités effectives et de répondre aux défis. Seul un pouvoir politique légitime peut décider du sort d'un peuple, de ses intérêts et de ses ambitions. C'est-à-dire que l'État démocratique ne peut pas être remplacé par une bureaucratie, quelles que soient ses qualités professionnelles ».

Dans la presse et sur les ondes

- **Chantal Delsol** : « Grandeur de la culture générale », *Valeurs Actuelles*, n°3760 du jeudi 18 décembre. « On nous annonce que la culture générale devrait être évincée des concours administratifs. Désormais, les candidats seraient appelés à plancher sur des épreuves purement techniques, correspondant aux besoins de leur future profession. Cette décision de philistin va à l'encontre de toutes les évidences contemporaines. Nous savons que le XX^e siècle a produit de la barbarie de masse et que le mieux pour répondre au désir de "plus jamais ça" serait de civiliser sans relâche. Les techniques ne civilisent pas. Elles fabriquent des spécialistes, bien à l'aise dans une compétence restreinte et ignorants de tout le reste. C'est en lisant les grands textes, en écoutant la grande musique, que nous avons accès à la beauté et au bien, qui ne passent pas seulement par l'éducation de l'enfance ni ne s'apprennent par des discours républicains. Il faut avoir lu *Antigone* pour comprendre que la loi positive n'est pas toujours juste. Et le bien-vivre se donne à voir par les œuvres de ceux qui nous précèdent davantage que par les actes de nos contemporains. [...] La grandeur d'une République, ce serait au contraire de nourrir les esprits au maximum autant que de spécialiser des bras. D'ouvrir les portes de la culture au plus grand nombre possible. De parier que la plupart peuvent comprendre la plainte d'*Antigone*. Et, finalement, de permettre aux cerveaux de penser par eux-mêmes. Même si tous n'y parviennent pas au même degré. La grandeur d'une société consiste à entraîner chacun au sommet de ses capacités. Passer tous les individus au crible pour tenter d'oublier les différences, c'est simplement légitimer la poursuite, par défaut de conscience, des mentalités totalitaires ».

- **Jean Tulard** : « Déjà Napoléon perceait sous Sarkozy », *Le Point*, jeudi 8 janvier 2009. « À peine la campagne présidentielle était-elle engagée que déjà s'esquissait un parallèle entre Nicolas Sarkozy et le général Bonaparte. [...] Ainsi Napoléon n'aimait-il pas perdre de temps à table, Nicolas Sarkozy non plus, j'en fus témoin chez une grande journaliste. Une différence : le ministre de l'Intérieur d'alors ne buvait que de l'eau, Napoléon, lui, réclamait du Chambertin, y compris en Russie, mais il le coupait largement d'eau, ce qui revenait au même. [...] L'opposition vint aussi des idéologues, les tenants des Lumières sous le Consulat. Bonaparte supprima aussitôt, à l'Institut, la classe des sciences morales et politiques. Plus habile, le président est venu devant cette académie, reconstituée en 1832, expliquer le sens de la révision constitutionnelle entreprise par ses soins. Il est vrai que l'Académie n'a guère montré d'hostilité à l'égard du pouvoir, élisant même en son sein certains de ses proches conseillers ».

- **Thierry de Montbrial** a été l'invité de Jean Bernard Cadier sur *France 24*, le jeudi 1^{er} janvier. Il y a présenté son analyse de la politique étrangère qui sera conduite sous l'administration du président américain Barack Obama : sécurité nationale, relations transatlantiques, attitude vis-à-vis de l'Iran, etc. Le vendredi 9 janvier, il s'est exprimé en direct sur BFM sur le discours attendu de Barack Obama. Le mardi 13 janvier, à 22h30, il interviendra sur DIRECT 8 dans un reportage sur la diplomatie française au Proche-Orient.

À noter

- **Jean Baechler** fera un exposé sur le thème « Élections et territorialité » lors du 4^e colloque annuel sur le processus électoral organisé par le Sénat en partenariat avec le Centre d'Études Comparatives des Élections et l'IPAG de Paris II et consacré aux « Systèmes électoraux, effets et espaces », qui se tiendra dans la salle Médicis du Palais du Luxembourg le jeudi 22 janvier.

- **John Rogister**, correspondant de l'Académie (section Histoire et géographie), a organisé avec Genevieve Gallot, Directrice de l'Institut national du patrimoine, un séminaire sur le thème "Patrimoine/Héritage" pour le Conseil Franco-Britannique sous la présidence de l'Ambassadeur Jean Guéguinou et de Lady Quin of Gateshead, le 21 novembre, à l'Institut national du patrimoine. À Paris également, le 3 décembre, il a prononcé la conférence inaugurale d'un colloque, présidé par le Ministre Jean-François Poncet, sur "L'Unification du Monde, ou conflits de civilisations", et organisé à la Maison de l'Europe par l'Association France-Grande Bretagne.

À lire

- Le bulletin de l'AASSDN (Amicale des Anciens des Services Spéciaux et de la Défense Nationale) de décembre 2008 publie, sous le titre « Ne retrouvons pas *la 7^e Compagnie* » un article posthume de **Henri Amouroux**. L'Académicien y écrivait à propos du film *La 7^e Compagnie* : « On peut rire et se moquer de tout bien sûr – c'est même recommandé par certains – mais le rire et la moquerie ne font-ils pas oublier la vérité ? Et dans le cas de *la 7^e Compagnie* ne donnent-ils pas à la génération de ceux qui ne l'ont pas vécu – les plus nombreux – une fausse image de l'histoire ? Sans doute y a-t-il – surtout à partir du 16 juin 1940 – des redditions massives explicable par l'annonce de la demande d'armistice, sans doute des unités ont-elles abandonné très rapidement leurs positions, sans doute des officiels ont-ils pris avec leur femme ou leur maîtresse, très tôt, la route de Bordeaux, mais dérobades et lâcheté peuvent-elles faire oublier que 80 000 soldats français sont morts au cours d'une offensive allemande de mai-juin qui dura 5 semaines ? »